

Un vent nouveau souffle sur les Partis Communistes! Aux mielleux échanges de compliments succèdent de vives polémiques. Les citations de Lénine remplacent les extraits de la prose cotonneuse de Staline. Des débats s'engagent, non plus sur des points secondaires, mais sur le problème essentiel de toute activité révolutionnaire: la prise du pouvoir et la réalisation du socialisme. C'est ainsi que Roger Garaudy s'en prend aux thèses du 8<sup>e</sup> Congrès des communistes italiens; maniant avec hardiesse la citation, il reproche à Togliatti et son équipe de glisser vers l'opportunisme dans leur conception des « voies italiennes vers le socialisme ». L'Unità, organe du PCI, a promptement répondu à son censeur, qu'elle a insidieusement accusé de cacher son ignorance de la situation italienne sous un rabachage sectaire.

« France-Nouvelle », qui publie les textes de Garaudy et des Italiens, essaie d'expliquer que, malgré tout, les rapports entre les deux Partis sont les meilleurs du monde. Assez vaine tentative, qui ne saurait convaincre personne. Mais, quoi qu'il y ait intérêt à replacer cette polémique dans le cadre général de la crise du stalinisme, il faut avant tout, pour le moment, chercher à apprécier la signification théorique générale de cette discussion, qui peut avoir d'importantes conséquences sur l'orientation de l'un et l'autre des deux partis et, par là même, sur la lutte que mènent tous les marxistes révolutionnaires pour la liquidation du stalinisme.

#### BRISER L'APPAREIL D'ETAT

A première lecture, l'article de Garaudy semble pleinement satisfaisant. Enfin, après des années de distorsions, le retour à la position léniniste sur l'Etat! Le député de Paris, analysant le contenu des thèses du Congrès italien, ne voit, dans les vocables de « voie pacifique », de « réformes de structures » que des affaiblissements de la conception communiste du passage révolutionnaire au socialisme. Et il réaffirme hautement la nécessité de la dictature du prolétariat,

instaurée pour briser l'appareil d'Etat bourgeois. Quoi de plus correct? Et quoi de plus justifiées que les critiques qu'il formule contre les passages platement opportunistes des interventions de dirigeants italiens. Préservant ainsi sa position, Garaudy est sûr de trouver un écho auprès de nombreux communistes français; c'est, sans nul doute, ce pourquoi il se montre aussi catégorique.

Mais après? Quelques citations, quelques considérations générales n'ont jamais fait une politique révolutionnaire. Qu'y a-t-il derrière les phrases tranchantes de Garaudy? Rien, si ce n'est la pratique courante du PCF, c'est-à-dire l'immobilisme total, le refus de mener aucune lutte générale des masses pour des objectifs d'une quelconque ampleur. Il y a un abîme entre la belle rigueur verbale de Garaudy et l'expression politique courante de son parti; et cette contradiction réagit sur les conceptions théoriques développées par le « théoricien » stalinien. Il ne suffit pas de parler de briser la machine d'Etat pour être léniniste conséquent. Dans la théorie et la pratique léninistes, telles qu'elles sont traduites dans les écrits et les actes de Lénine de 1917 à 1924, la destruction de l'appareil d'Etat est indispensable parce que tous les rouages de l'Etat bourgeois sont, à des degrés divers, à la fin générale de cet Etat; l'exploitation et l'oppression des masses laborieuses. En tant que tels, ils sont difficilement utilisables à des fins anticapitalistes. Et il faut beaucoup de légèreté pour compter, au cours de l'instauration de la dictature du prolétariat, sur une autre force que celle du prolétariat organisé, de la base au sommet, en conseils ouvriers. Le problème est donc posé d'une politique qui, partant des revendications quotidiennes, amène les travailleurs à une mobilisation et une organisation générales, dans la perspective clairement exprimée du pouvoir révolutionnaire.

Pour Garaudy, le levier de la transformation de l'Etat ce n'est pas l'organisation des travailleurs à la base, c'est plutôt le Parlement; et le but des communistes est de s'assurer une majorité parlementaire.

## Autour de la polé LA VOIE

Et c'est ici que l'on rejoint les thèses du XIV<sup>e</sup> Congrès qui semblaient, jusqu'ici, noyées sous le flot rouge des paroles marxistes de Garaudy. Font leur réapparition aussi les apports de Maurice Thorez à la question du Front Populaire qui ne constitue plus, depuis le discours prononcé par le secrétaire du PCF à l'école centrale du Parti, une étape distincte de la lutte pour le socialisme. En un mot comme en mille, l'intransigeance dogmatique de Garaudy masque l'absence la plus totale de politique révolutionnaire apte à mobiliser les masses. Et, une fois de plus, elle s'allie au pire des opportunismes.

#### LE SOCIALISME PAR A-COUPS

Face à l'immobilisme de Thorez, vive donc le dynamisme des Italiens. Ceux-ci sont des réalistes; et, si la fidélité aux principes semble moins les précéder, quelle efficacité et quel sérieux. N'écrivent-ils pas: « Dans cette situation, le Parti Communiste, en raison du rôle dirigeant qu'il a joué dans toutes les luttes précédentes, ne peut pas ne pas se présenter comme un parti qui a un programme de gouvernement, et qui demande de participer à sa réalisation. » Voilà bien longtemps que l'idée même de poser les problèmes à l'échelon gouvernemental a abandonné la direction du PCF. Les Italiens sont, eux, beaucoup plus audacieux, car, le gouvernement qu'ils veulent fonder doit régler « le problème des formes transitoires de gouvernement de la société et du programme adapté à ces formes ». Il n'est plus question pour eux de repousser le socialisme au jugement

La prise du pouvoir par le prolétariat pose des problèmes nouveaux aussi bien pour la classe que pour ses partis. Une partie de la classe commence à contrôler et à gérer l'économie et l'Etat. De ce fait, de cette nouvelle fonction de la classe, résultent des conséquences qui, partant d'un ordre fonctionnel, peuvent acquérir un caractère de véritable différenciation sociale dans la classe et donner naissance à une bureaucratie issue de la classe.

Contre ce danger il n'existe à la longue qu'un moyen: faire élever rapidement le niveau de vie et de culture des masses afin qu'elles puissent dans leur ensemble contrôler et gérer l'économie et l'Etat. Entre temps, c'est le Parti révolutionnaire qui devrait faire contre-poids à la bureaucratie et la contrôler.

Mais voilà qu'en réalité dans la partie de la classe qui assume le contrôle et la gestion de l'économie et de l'Etat après la prise du pouvoir, la majorité appartient au parti même. Car c'est en réalité, à travers l'appareil du parti dans les usines, les syndicats, les soviets, le gouvernement, à travers les hommes du parti, que s'exerce pratiquement le pouvoir de la classe.

Un parti au pouvoir, fonctionnellement est déjà quelque chose d'autre qu'un parti luttant pour le pouvoir. La différence fonctionnelle a, là aussi, tendance à devenir une différenciation sociale, en bureaucratissant rapidement l'appareil du parti qui assume le pouvoir.

L'intoxication du pouvoir dont parlait Robespierre est une réalité très puissante dont l'URSS et les autres Etats ouvriers ont démontré aussi bien toute son ampleur monstrueuse que les conséquences néfastes.

En réalité le parti révolutionnaire devrait tendre à se distinguer de l'administration de l'économie et de l'Etat, y compris physiquement, c'est-à-dire en formant, en poussant d'autres éléments de la classe dans ces fonctions, lui-même restant lié aussi étroitement que possible aux organisations démocratiques larges de la classe: les soviets, les syndicats. De cette manière, le parti révolutionnaire aurait la possibilité de contrôler efficacement, avec l'aide de la classe, l'administration économique et politique qui, dans la période de transition, et particulièrement dans le cas des pays encore arriérés et isolés, ne peut que tendre vers la déformation sinon la dégénérescence bureaucratique.

En confondant au contraire le parti avec l'administration économique et politique de l'Etat ouvrier on place en quelque sorte le parti, guide politique, conscience pure de la classe, au sein de la corruption bureaucratique.

Cette corruption n'est pas seulement d'ordre matériel (traitements et privilèges exorbitants, etc.), elle est aussi d'ordre idéologique et politique. Et non seulement parce que l'être bureaucratique doit nécessairement façonner une optique, une conscience bureaucratique mais également pour la raison suivante: nécessairement par sa qualité différente, l'Etat en tant que tel ne peut pas se comporter comme le

#### A LA LUMIERE DE LA REVOLUTION POLITIQUE

## Les problèmes politiques et économiques

### V. — Les Partis

parti. L'Etat peut employer un langage et envisager des rapports, des liaisons avec les autres Etats par exemple, qui diffèrent de ceux que le parti emploierait en des circonstances analogues.

L'Etat ouvrier est obligé d'entretenir des rapports avec les autres Etats capitalistes, de conclure des compromis, des alliances avec eux, d'employer dans ses notes diplomatiques, ses déclarations un langage conventionnel, de ne pas entrer dans l'explication vraiment marxiste des événements et de ses gestes, etc.

Tout ceci diffère de l'activité propre du parti en tant que tel, comme

par Michel PABLO

par exemple, dans un autre domaine d'idées, un syndicat ne se comporte pas exactement comme un parti politique.

Mais tout comme ce dernier peut admettre les procédés propres à un syndicat sans pour autant les adopter en tant que procédés valables pour lui-même, et sans abandonner son droit à leur critique éventuelle, de même le parti révolutionnaire devrait se distinguer des procédés et du langage de l'Etat ouvrier.

Avec le stalinisme, nous avons cependant abouti au résultat diamétralement contraire: les Partis communistes, en commençant par celui de l'URSS, sont devenus des instruments de la politique de l'Etat soviétique, lui-même dominé par la bureaucratie. L'optique du parti, en tant qu'organisation politique de la classe, s'est effacée complètement devant le point de vue, devant l'optique de l'Etat.

L'Etat soviétique décide qu'il a besoin de l'alliance de la France capitaliste sous Laval contre le danger montant du fascisme allemand, et tout de suite les Partis communistes de par le monde commencent à « idéaliser », à « embellir » la France « démocratique » et sa bourgeoisie, et à préconiser le Front Populaire, c'est-à-dire l'alliance avec une aile de la bourgeoisie, etc. L'Etat soviétique décide au contraire qu'il a besoin de s'allier à l'Allemagne hitlérienne pour déjouer les intrigues des impérialistes « démocratiques » dirigées contre lui, ou pour gagner du temps, etc., et tout de suite les Partis communistes, sans expliquer honnêtement devant les masses la nécessité éventuelle